



ORGANISATION DES EXAMENS EN TELESURVEILLANCE DES ETUDIANTS INSCRITS A L'ENEAD DE L'UNIVERSITÉ SORBONNE NOUVELLE.

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

Référence de la consultation : USN-TELENEAD2
Numéro de l'accord-cadre : 2022-029

Accord-cadre à bon de commande passé selon une procédure adaptée en application des articles R. 2123-1, R. 2162-4 et R.2162-13 du Code de la commande publique.

Le présent document comprend douze (12) pages numérotées de 1 à 12

Table des matières

ARTICLE 1. PARTIES CONTRACTANTES.....	3
ARTICLE 2. DISPOSITIONS GENERALES	3
2.1 Objet de l'accord-cadre.....	3
2.2 Forme de l'accord-cadre.....	3
2.3 Allotissement.....	3
2.4 Durée de l'accord-cadre	3
2.5 Montant de l'accord-cadre	4
2.6 Groupement et sous-traitance	4
2.7 Prix de l'accord-cadre	4
2.8 Révision des prix et clause de sauvegarde.....	4
ARTICLE 3. CONTEXTE ET LANCEMENT.....	5
3.1 Le contexte.....	5
3.2 Le lancement.....	5
ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	6
ARTICLE 5. DÉFINITION DES PRESTATIONS ATTENDUES.....	7
5.1 Caractéristiques principales exigées de la solution télésurveillance	7
5.2 La mission : Exemple pour l'organisation et déroulement de la télésurveillance des examens de janvier 2023.....	7
5.3 Etendue et volumétrie des prestations.....	8
ARTICLE 6. SUIVI.....	8
6.1 Les réunions de suivi technique.....	8
ARTICLE 7. PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES	9
ARTICLE 8. MODALITÉS D'EXÉCUTION	9
8.1 Déroulement des prestations de l'accord-cadre	9
8.2 Bon de commande	9
ARTICLE 9. FACTURATION ET MODALITES DE PAIEMENT	10
9.1 Facturation	10
9.2 Contenu des factures	10
9.3 Paiement.....	10
ARTICLE 10. PÉNALITÉS.....	11
10.1 Pénalités de retard	11
10.2 Pénalités pour non-respect des obligations contractuelles.....	11
ARTICLE 11. ASSURANCES ET RESPONSABILITÉS.....	11
ARTICLE 12. RÉSILIATIONS - PRESTATIONS AUX FRAIS DU TITULAIRE	12
ARTICLE 13. REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	12
ARTICLE 14. LANGUE DE L'ACCORD CADRE	12
ARTICLE 15. CHANGEMENT DE LA SITUATION DU TITULAIRE	12
ARTICLE 16. DÉROGATIONS.....	12

ARTICLE 1. PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes du présent accord-cadre sont :

D'une part, l'Université Sorbonne Nouvelle, ci-après désignée « l'USN » ou « l'Université » ou « le pouvoir adjudicateur », dont les coordonnées sont les suivantes :

Université Sorbonne Nouvelle

17 rue de la Sorbonne
75231 Paris Cedex 05

D'autre part, l'entreprise, Titulaire de l'accord-cadre, désignée dans l'ensemble des pièces contractuelles du présent accord-cadre (référéncé USN-TELENEAD2), « le titulaire ».

ARTICLE 2. DISPOSITIONS GENERALES

2.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire met en œuvre l'organisation de la télésurveillance des épreuves pour les étudiants **éligibles et volontaires** de l'ENEAD (enseignement numérique et à distance) de l'Université Sorbonne Nouvelle.

Le titulaire du présent accord est soumis à une obligation de résultat.

2.2 Forme de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est passé selon la procédure adaptée, en application des dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-8 du Code de la commande publique.

Il s'exécute par l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins tout au long de l'exécution de l'accord-cadre dans les conditions définies à l'article 5 du présent CCP, en application R2162-1 à 6 et R2162-13 et 14 du code des marchés publics, dans les conditions précisées au présent cahier des clauses particulières.

L'exécution de l'accord cadre s'appuie sur le cahier des clauses administratives générales des marchés de Prestations Intellectuelles (CCAG/PI), décret du 30 mars 2021,

2.3 Allotissement

Le présent accord-cadre n'est pas alloti, conformément aux dispositions des articles L2113-10 et L2113-11 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et aux articles R2113-1 à R2113-3 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique et afin de maintenir la cohérence des prestations, l'accord-cadre est passé sous la forme d'un lot unique, conclu avec un seul attributaire. En effet, la dévolution en lots séparés serait de nature à rendre techniquement plus difficile l'exécution des prestations prévues dans l'accord-cadre.

2.4 Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est exécutoire à compter de sa notification pour une durée d'un (1) an.
Il est renouvelable trois (3) fois par tacite reconduction par période d'un (1) an.

La décision du pouvoir adjudicateur de ne pas reconduire l'accord-cadre sera notifiée au titulaire au plus tard un (1) mois avant le terme.

En cas de non-reconduction, le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours et/ou du dernier bon de commande émis.

Le titulaire de l'accord-cadre ne peut refuser sa reconduction.

Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre mais leur durée d'exécution ne pourra dépasser la date de fin de l'accord-cadre de plus de trois (3) mois.

2.5 Montant de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu sans minimum avec un maximum de 139.000€ HT pour toute sa durée (périodes de reconduction comprises).

A titre indicatif, le volume d'étudiants concernés chaque année est d'environ 800 étudiants.

2.6 Groupement et sous-traitance

Le titulaire du présent accord-cadre peut se présenter sous la forme d'une société « unique » ou d'un « groupement » de sociétés en application des articles R. 2342-12 à 15 du code de la commande publique.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent accord-cadre sous réserve de l'acceptation du pouvoir adjudicateur et de l'agrément de ses conditions de paiement, conformément aux articles L. 2193-1 à 14. et de l'article R. 2393-24 du code de la commande publique.

Conformément à la loi du 31 décembre 1975, toutes les clauses du présent accord-cadre s'imposent au sous-traitant, qui sera soumis aux mêmes conditions et termes que le titulaire.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'intégralité de ses prestations.

Toute société intervenant pour le compte du Titulaire sans avoir été agréée au préalable se verra refuser l'accès aux locaux. L'agrément ou le non-agrément d'un sous-traitant par le Pouvoir Adjudicateur n'est pas motivé.

Le titulaire se charge de vérifier que l'ensemble du personnel du sous-traitant dispose des formations et habilitations nécessaires pour réaliser les prestations sous-traitées. Tout manquement à ces obligations constitue un motif de résiliation du présent accord-cadre.

Par ailleurs, en cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

2.7 Prix de l'accord-cadre

Les prestations faisant l'objet de cet accord-cadre seront réglées par application des prix fixés à l'annexe financière de l'acte d'engagement (BPU).

L'ensemble des prix exprimés dans les pièces du présent accord-cadre sont unitaires et exprimés en euros.

Le taux de la T.V.A. applicable sera celui en vigueur au moment de l'exécution des prestations.

2.8 Révision des prix et clause de sauvegarde

Les prix peuvent être révisés, une fois par an, à la date anniversaire de notification de l'accord cadre.

Un mois avant la date anniversaire de notification de l'accord cadre, le titulaire envoie pour acceptation sa demande au pouvoir adjudicateur comportant la formule de calcul choisie par le titulaire, le taux applicable ainsi que le bordereau des prix révisé sur la base des taux retenus à l'adresse suivante : marches.publics@sorbonne-nouvelle.fr

Pendant le préavis, l'USN peut émettre des bons de commande lui permettant de satisfaire ses besoins, à l'ancien tarif.

L'USN dispose d'un délai de vingt jours, à compter de la date probante de réception des nouveaux tarifs, pour faire connaître ses observations sur ceux-ci. Si elle constate une augmentation supérieure à 7% sur la durée de l'accord cadre, elle se réserve le droit de résilier le présent accord cadre sans indemnité au bénéfice du titulaire.

Cette décision de résiliation est notifiée au titulaire dans un délai maximal de trente jours à compter de la date de réception des nouveaux tarifs. Seul le paiement des factures correspondant à des prestations déjà rendues peut-être exigé.

Néanmoins, si des circonstances entraînent une augmentation supérieure au pourcentage fixé ci-dessus, le titulaire devra adresser au ministère une demande expliquant les raisons justifiant ce réajustement de prix.

ARTICLE 3. CONTEXTE ET LANCEMENT

3.1 Le contexte

L'USN a décidé au 01/07/22 de reconduire la semestrialisation des épreuves des étudiants ENEAD en licence.

Concernant les épreuves prévues sur table, il a été décidé de proposer aux étudiants ENEAD de licence **“éligibles”** (répondant à une liste de critères définis par l'USN) **et “volontaires”** la possibilité de passer en télésurveillance ces épreuves du premier semestre 2022/2023 en janvier 2023 sur le lieu de leur choix aux mêmes créneaux que les épreuves sur table organisées en parallèle dans les locaux de l'université.

Cette possibilité a déjà été mise en œuvre en 2021/2022 au titre d'expérience pilote proposée à un nombre très limité d'étudiants et a été plébiscitée par les étudiants qui ont demandé un renouvellement élargi à l'ensemble des étudiants ENEAD. Cette mesure permet en effet d'éviter aux étudiants des frais importants concernant leur transport et leur hébergement.

Par ailleurs, le Plan de Continuité Pédagogique conçu par le Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation via la Direction Générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle fournit des indications le sujet des évaluations à distance (ordonnance du 17/03/2020, décret du 24/04/2017) et traitement des données.

Au regard de ces éléments, les étudiants ENEAD inscrits en licence de l'USN doivent pouvoir bénéficier de la possibilité de passer leurs examens d'évaluation en télésurveillance, objet du présent accord cadre à l'issue du délai de validité des dispositifs contractuels en vigueur.

3.2 Le lancement

Dans les 5 jours ouvrés qui suivent la notification de l'accord-cadre, le titulaire doit transmettre au représentant du pouvoir adjudicateur et au service de la commande publique les coordonnées (portable, mail, fax...) de son (ses) représentants qui est (sont) chargé(s) du suivi de la prestation et qui est (sont) à ce titre l'(les) interlocuteur(s) privilégié(s).

En cas de remplacement de ce responsable, le titulaire est tenu d'en informer le pouvoir adjudicateur et d'en nommer un autre dans les délais indiqués ci-dessus.

L'USN de son côté indiquera au titulaire les coordonnées de son représentant.

Dans les deux semaines suivant la notification du présent accord-cadre, une réunion est organisée avec le service prescripteur de l'USN et le titulaire. Cette réunion a pour objet de mettre au point et de confirmer les détails organisationnels et financiers conformément au présent CCP.

En particulier, il y sera précisé les modalités et le calendrier selon lesquels l'USN fournira les informations ci-dessous au titulaire :

- Etudiants : Liste des étudiants éligibles et volontaires pour la télésurveillance (nom, prénom, adresse mail institutionnelle de l'USN)
- Epreuves : Liste des épreuves définies par leur code UE (Unité d'enseignement) et leur libellé - Calendrier des épreuves (date et horaire) - Lien URL de chaque épreuve mise en place sur la plate-forme pédagogique de l'université - Conditions spécifiques de télésurveillance de chaque épreuve (documents autorisés ou pas)
- Liste des étudiants éligibles et volontaires inscrits par épreuve dont la liste des étudiants volontaires relevant de la Mission Handicap ayant droit au tiers-temps

ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives du présent accord cadre sont, dans l'ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses 2 annexes :
 - o Annexe 1 AE USN-TELENEAD2 – BPU ;
 - o Annexe 2 AE USN-TELENEAD2 - Clause ad hoc sur la Responsabilité RGPD Responsable de Traitement et Sous-Traitant;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP - USN-TELENEAD2) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG/PI) arrêté du 30 mars 2021, applicables aux marchés de Prestations Intellectuelles ;
- L'offre du titulaire et notamment son mémoire technique et le cadre de la note méthodologique ;

En cas de contradiction ou de différence entre les différents documents contractuels, ces documents prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés ci-dessus.

Les originaux de l'acte d'engagement et de ses annexes, du C.C.P. et de la proposition du titulaire, qui font seuls foi, sont conservés dans les archives de l'université.

Les conditions générales de vente du titulaire sont réputées nulles et non avenues.

ARTICLE 5. DÉFINITION DES PRESTATIONS ATTENDUES

5.1 Caractéristiques principales exigées de la solution télésurveillance

Le type de télésurveillance proposé par le titulaire lors du déroulement des épreuves doit respecter les critères suivants :

- être de type Proctoring = surveillance humaine et être entièrement pris en charge par le prestataire,
- être compatible avec le passage par les étudiants de l'USN de leurs épreuves sur la plate-forme pédagogique de type Moodle de l'USN
- ne nécessiter aucun développement informatique technique de la part de l'USN

➤ Type de télésurveillance

Celle-ci doit être "humaine" dite de type "Proctoring" et ne pas faire appel à l'intelligence artificielle. Elle est effectuée en temps réel et est entièrement prise en charge par le prestataire. Il est entendu que l'USN délègue entièrement la télésurveillance au prestataire,

La télésurveillance doit permettre une pleine vérification de l'identité du candidat avant le début des épreuves et du comportement du candidat pendant les épreuves selon les conditions spécifiques communiquées aux candidats (possibilité de sortir, de consulter les documents...)

Le prestataire s'attachera à préciser les modalités et fournira toutes données quantifiées permettant à l'USN d'évaluer la qualité de la surveillance / Ainsi, le prestataire détaillera sa méthodologie définissant le nombre de surveillants affectés par épreuve et les critères utilisés tels que nombre de candidats, durée de l'épreuve...

- #### ➤ Permettre aux étudiants de l'USN à partir de leurs ordinateurs (Mac ou PC) de passer leurs épreuves sur la plate-forme pédagogique de type Moodle de l'USN.

Il est impératif que les étudiants se connectent à la plate-forme Moodle de l'USN pour y trouver le sujet et y remettre leur travail. Le prestataire précisera les modalités de connexion des étudiants entre sa plate-forme et celle de l'USN. La simplicité des manipulations à effectuer par les étudiants sera un critère important.

Le prestataire apportera par ailleurs des informations techniques sur sa propre plate-forme concernant

- sa robustesse (nombre de connexions simultanées possible)
- son aspect inclusif : compatible avec tout système d'exploitation et navigateur d'ordinateurs (Mac et PC)

- #### ➤ Ne nécessiter aucun développement informatique technique de l'USN

Il est rappelé que le type d'authentification des étudiants à la plate-forme Moodle est le protocole CAS.

5.2 La mission : Exemple pour l'organisation et déroulement de la télésurveillance des examens de janvier 2023

Cette mission se répartit en 2 étapes

Première étape La mise en place d'un test blanc

Le titulaire s'engage à faire passer un test blanc en amont des épreuves à tous les étudiants éligibles volontaires

permettant de vérifier la conformité du matériel des étudiants (bonne qualité de la connexion Internet, caméra et micro opérationnels).

L'ensemble des étudiants devra avoir validé ce test blanc avant le début des épreuves, afin qu'ils puissent être inscrits en télésurveillance des examens.

Il est rappelé que l'USN fournira au titulaire la liste des candidats éligibles volontaires

Le titulaire s'engage à un suivi de façon à permettre aux candidats rencontrant des difficultés de réussir ce test et à fournir régulièrement à l'USN un compte-rendu. Il indiquera précisément et régulièrement la liste des candidats ayant réussi le test, refusés définitivement et ceux en attente de résolution prochaine

Seuls les étudiants ayant " réussi " le test blanc seront alors définitivement inscrits à la télésurveillance des épreuves de janvier 2023

Deuxième étape : La télésurveillance des épreuves en janvier 2023

Le titulaire s'engage à organiser le dispositif de surveillance humaine des épreuves se déroulant du 16 au 21 janvier (calendrier prévisionnel susceptible d'être modifié).

5.3 Etendue et volumétrie des prestations

Les quantités prévisionnelles du marché s'apprécient au regard des éléments suivants :

Étudiants : Nombre total des étudiants ENEAD de licence inscrits par année universitaire /pour 2022/2023 qui sont éligibles et volontaires pour la télésurveillance.

- Le nombre maximum peut être estimé sur la base du nombre total des étudiants ENEAD en licence en 2021/2022 , soit 809 étudiants.

Épreuves : Les épreuves proposées en télésurveillance sont les épreuves prévues sur table. En se basant sur l'expérience S1 de 2021/2022,

- Le nombre maximum d'épreuves est compris entre 15 et 25
- Leur durée est variable allant de 1 heure au minimum à 4 ou 5 heures au maximum. Il est entendu qu'un tiers-temps supplémentaire doit être intégré pour les étudiants relevant de la Mission Handicap

Étudiants inscrits par épreuve : Le nombre d'étudiants inscrits est variable par épreuve. En effet, le nombre d'épreuves en télésurveillance auxquelles sera inscrit un étudiant donné dépend de sa formation, de son année L1/L2/L3, de ses choix d'UE facultatives et au final de la liste des UE dont les épreuves sont prévues sur table. Ainsi, le nombre d'épreuves par étudiant peut varier de 2 à 10.

ARTICLE 6. SUIVI

Le suivi de l'opération est assuré conjointement par l'USN et le titulaire.

6.1 Les réunions de suivi technique

Le titulaire participe, pour mener à bien les prestations dont il a la charge, à des réunions de travail qu'il planifie avec l'USN.

Les services de l'Université apportent leur concours et toute documentation utile au titulaire. Celui-ci peut demander des compléments.

ARTICLE 7. PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Pour l'exécution du présent accord-cadre, le titulaire et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, et notamment le règlement (UE) n°2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données à caractère personnel (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée dite « Informatiques et Libertés ».

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du RGPD est le pouvoir adjudicateur, l'USN et le titulaire est le soumissionnaire conformément à l'annexe 2 de l'acte d'engagement.

ARTICLE 8. MODALITÉS D'EXÉCUTION

8.1 Déroulement des prestations de l'accord-cadre

Un bon de commande est émis lors du lancement de chaque session.

8.2 Bon de commande

Le bon de commande doit comporter les éléments suivants :

- N° de commande (= n° d'engagement juridique, à rappeler sur la facture),
- **Référence de l'accord-cadre : USN-TELENEAD2,**
- **Numéro de l'accord-cadre : 2022-029**
- L'identification de l'USN et son adresse,
- L'identification du fournisseur et son adresse,
- N° de SIRET et n° de TVA du titulaire,
- La désignation détaillée des prestations demandées,
- Le nombre de candidats inscrits à la certification,
- La durée d'exécution des prestations demandées,
- Le montant H.T. et T.T.C. de la commande,
- Le taux de TVA applicable,
- L'adresse de facturation (si elle diffère de l'adresse de livraison),
- La signature du responsable du service prescripteur.

Les prestations prises en charge par le pouvoir adjudicateur, et ouvrant droit à la facturation par le titulaire sont celles figurant expressément sur le bon de commande.

Par dérogation au 3.7 du CCAG-PI, le bon de commande est adressé par courriel au titulaire. A cet effet, il appartient à ce dernier de communiquer expressément au pouvoir adjudicateur l'adresse électronique du/des destinataire(s).

Lorsque l'administration, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, décide de faire effectuer des modifications de contenu des prestations, elle adresse à ce dernier une modification du bon de commande. Le titulaire se conforme, alors, aux modifications qui lui sont notifiées.

Les bons de commande sont obligatoirement signés par le Pouvoir adjudicateur ou toute personne ayant reçu sa délégation de signature.

ARTICLE 9. FACTURATION ET MODALITES DE PAIEMENT

9.1 Facturation

Pour chaque bon de commande, la facturation est effectuée par le titulaire à la réception d'un procès-verbal émis par le pouvoir adjudicateur après réception définitive de l'ensemble des prestations et des livrables.

Les factures doivent impérativement être transmise via CHORUS PRO selon les indications suivantes :

<i>Exemplaire original numérique transmis via le portail CHORUS PRO :</i> Code structure : 19751719600014 Code service :
Il est rappelé qu'en cas de non-respect de ces circuits de paiement : <ul style="list-style-type: none">· la mise en paiement ne peut intervenir,· la facture sera refusée comme non-conforme,· aucune pénalité de retard n'est due.

Une même facture ne pourra correspondre à plusieurs bons de commande.

Pour les groupements solidaires, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

9.2 Contenu des factures

Les factures doivent comporter les éléments suivants :

- L'identification du Pouvoir Adjudicateur ;
- Les noms et adresses du titulaire ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement et son RIB ainsi que les numéros d'IBAN et de BIC ;
- La date et référence de la facture ;
- **Référence de l'accord-cadre : USN-TELENEAD2**
- **Numéro de l'accord-cadre : 2022-029**
- Le n° du bon de commande ;
- Les détails précis des prestations réalisées
- Le montant H.T. des prestations réalisées ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total des prestations réalisées ;
- La date et la signature.

La présentation de factures, ne respectant pas ces présentes dispositions du C.C.P. entraîne le rejet de ces dernières et l'interruption de leur délai global de paiement.

Le non-respect du formalisme de la facturation peut entraîner la mise en œuvre d'une pénalité forfaitaire par constat de non-respect des obligations contractuelles.

9.3 Paiement

Conformément aux Articles R. 2192-10 et R. 2192-12 à R.2192-17 du Code de la commande publique, le Pouvoir Adjudicateur procède au paiement sur le compte du Titulaire, des sommes dues en exécution du présent accord-cadre dans le délai de trente (30) jours maximums, sous réserve de la réalisation des prestations valant constatation du service fait.

Le dépassement du délai entraîne, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires par application du taux marginal de la Banque Centrale Européenne majoré de 8 points et d'une indemnité forfaitaire de 40 euros par facture.

Le montant de la somme à régler au Titulaire est arrêté par le Pouvoir Adjudicateur. Ce dernier pourra rectifier la facture en fonction des avoirs, pénalités et autres.

En cas de paiement à un titulaire étranger, il est demandé d'ouvrir un compte en France afin de réduire les délais de règlement.

Les retards de paiement éventuels ne constituent pas une cause licite de suspension des obligations du Titulaire. Tout refus d'exécution des prestations pour ce motif est susceptible d'entraîner la résiliation unilatérale, et sans indemnité, de l'accord-cadre par le Pouvoir Adjudicateur aux torts exclusifs du Titulaire.

Dans le cas où les établissements devraient eux-mêmes auto-liquider la TVA (prestations de services effectuées par des assujettis non établis en France au profit de clients identifiés à la TVA en France), le titulaire estimera au plus juste le montant de la TVA à auto-liquider. L'administration se réserve, toutefois, la possibilité de rectifier en cas d'inexactitude.

ARTICLE 10. PÉNALITÉS

Le titulaire a connaissance du montant des pénalités à verser par une mise en demeure adressée par courriel horodaté via la Plate-forme des achats de l'Etat (PLACE).

10.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/PI, en cas de non-respect des délais prévus par les documents contractuels régissant le présent marché, le titulaire encourt après mise en demeure une pénalité par jour ouvré de retard de :

- 500 euros HT pour la Phase 1 : Test blanc ;
- 1000 euros HT pour la Phase 2 : Télésurveillance.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI, la somme des pénalités de retard est plafonnée à 20% du montant commandé.

Passé un délai de 10 jours ouvrés de retard, le présent marché est résiliable de plein droit aux torts du titulaire, sauf si les retards sont imputables au ministère.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité à raison des retards qui sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1218 du Code civil, et de faits qui engagent la responsabilité du ministère.

Les pénalités seront directement imputées sur les sommes dues au titre de prestations déjà effectuées si elles n'ont pas été payées ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir jusqu'à apurement du solde, sans condition de montant par dérogation à l'article 14.3 du CCAG/PI.

Dans l'hypothèse où l'ensemble des sommes dues au titulaire a été versé, les pénalités feront l'objet d'un titre de recette lors de l'établissement du décompte général.

10.2 Pénalités pour non-respect des obligations contractuelles

Le titulaire peut encourir après mise en demeure préalable l'application de pénalités pour non-respect des obligations contractuelles par le pouvoir adjudicateur d'un montant égal à 100 euros (cent euros) par constat (applicable à la discrétion du pouvoir adjudicateur).

ARTICLE 11. ASSURANCES ET RESPONSABILITÉS

Le titulaire devra justifier, au plus tard à la date de notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, d'une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés par les matériels, par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution, sous peine de résiliation dudit accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire, sans indemnité.

La garantie devra être suffisante ; elle devra être illimitée pour les dommages corporels. L'attestation d'assurance devra être adressée au Service de la commande publique de l'USN.

ARTICLE 12. RÉSILIATIONS - PRESTATIONS AUX FRAIS DU TITULAIRE

Les dispositions applicables en matière de résiliation de l'accord-cadre sont celles définies aux articles 36 à 42 du Chapitre VII du CCAG/PI. Conformément aux dispositions de l'article 36 du CCAG/PI, en cas d'inexécution des prestations par le titulaire ou de résiliation du marché à ses torts, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations objet du présent marché aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit néanmoins fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 13. REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Le droit du présent accord-cadre est le droit français.

Les dispositions applicables en matière de règlement des litiges sont celles définies à l'article 43 du CCAG/PI.

ARTICLE 14. LANGUE DE L'ACCORD CADRE

Tous les documents ainsi que les correspondances relatives à l'accord cadre sont rédigés exclusivement en langue française.

ARTICLE 15. CHANGEMENT DE LA SITUATION DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise,
- À la forme de l'entreprise,
- À la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination,
- À son adresse ou à son siège social,
- À son identification bancaire,
- À son capital social

ARTICLE 16. DÉROGATIONS

L'article 10.2 "Bon de commande" déroge à l'article 3.7 du CCAG/PI,

L'article 11 "Réception des prestations" déroge à l'article 28.2 du CCAG/PI,

L'article 13.1 "Pénalités de retard" déroge aux articles 14, 14.1 et 14.3 du CCAG/PI,

Dans le cas où une contradiction apparaît entre le CCAG/PI et le présent CCP, ce dernier prévaut.